



Journée internationale pour les droits des migrant·es

Pour affirmer notre solidarité et exiger une loi de régularisation
Pour s'opposer aux projets répressifs du gouvernement
et à la future loi Darmanin

**Ils et elles travaillent ici, ils et elles étudient ici,
ils et elles vivent ici !**

Régularisez maintenant !

Rassemblement Métro Jeanne d'Arc

Samedi 17 décembre à partir de 11h

Prises de paroles, témoignages...

Ils et elles, qu'ils soient exilé·es, réfugié·es, sans-papiers, vivent et souvent travaillent ici depuis plusieurs années : il est temps de les régulariser pour faire cesser cette situation indigne où une partie de la population est exploitée, invisibilisée et sans droits !

Darmanin et le gouvernement préparent la 22^e loi sur l'immigration depuis 1990. Elle sera examinée en 2023. Encore une fois, le caractère répressif va prévaloir avec la criminalisation des migrant·es, le durcissement des procédures d'accès à un titre de séjour, la restriction des droits au recours, la détérioration des droits des personnes exilées et la création annoncée d'un titre de séjour précaire pour des emplois dits « en tension ».

Nous ne nous pouvons accepter une démarche fondée sur la stigmatisation et les raccourcis assimilant immigration et délinquance !

En Espagne, au Portugal, en Allemagne, les gouvernements ont ouvert des procédures de régularisation par le travail. Elles permettront à des milliers de salarié·es de sortir de la surexploitation. C'est aussi possible en France !

En France, ils et elles travaillent, souvent depuis plusieurs années, dans le bâtiment, les travaux publics, la restauration, le nettoyage, les hôtels, la logistique... Leurs conditions de travail sont dégradées et ils et elles subissent des discriminations multiples de la part des employeurs.

A Toulouse, ces personnes « sans papiers », ou plutôt « privées de droit », sont ainsi plus de 500 à travailler pour des plateformes, Uber et autres, sans statuts, sans pouvoir faire valoir auprès de préfecture leur emploi en vue d'une régularisation.

Ce sont pourtant ces travailleurs et travailleuses de notre pays, qui ont assuré les premières lignes en période de pandémie, au risque de leur santé. Des pans entiers de l'économie ne fonctionneraient pas sans eux et elles.

Depuis de nombreuses années, ces sans-papiers, ces hommes et ces femmes, se mobilisent avec le soutien des organisations syndicales, des associations et collectifs de citoyen·nes. Des mouvements de grève exigent une reconnaissance de leurs emplois, une égalité avec les autres salarié·es et surtout une régularisation au titre de leur travail ne dépendant pas du bon vouloir du patronat !

Ne pas jeter sur la voie publique.

Leurs enfants sont scolarisés dans les écoles, mais dans l'incertitude de leur avenir, avec les conditions de vie difficile de leurs familles dans des hébergements précaires (squat, hôtels, hébergement d'urgence, voire à la rue), il leur est difficile de suivre une scolarité normale. Ils ne peuvent pas faire de stages, ce qui réduit à néant leur accès à une formation professionnelle.

Les jeunes non accompagnés, arrivés récemment en France, sont trop souvent rejetés des dispositifs de protection de l'enfance. Le soupçon prévaut à leur évaluation. Ils et elles sont considérés avant tout comme des migrants et non comme des jeunes en danger. Les textes internationaux sont ainsi régulièrement bafoués. Leur avenir professionnel est difficile, malgré leur volonté d'apprendre et de travailler ici. Parfois ce sont des patrons qui les soutiennent dans leur demande de régularisation.

Aujourd'hui la dématérialisation des procédures rend très difficile voire impossible pour les personnes étrangères les demandes de titres, de renouvellement et toutes autres démarches. Il faut exiger la réouverture des guichets d'accueil physique !

Nous ne voulons pas de ce monde !

Toutes et tous ensemble, mobilisons nous contre la montée des nationalismes, des racismes et des fascismes qui s'étendent dans certaines régions de l'Europe et du monde.

Mobilisons nous pour mettre fin aux souffrances et à la mort sur les routes de la migration. Le scandale des bateaux renvoyés d'un pays à l'autre doit cesser et le droit maritime doit être appliqué (débarquement dans le port le plus proche).

Exigeons le respect du droit à l'asile. Les refoulements systématiques aux frontières doivent cesser : toute personne doit avoir le droit de circuler et de faire valoir un droit au séjour dans le pays d'accueil !

Des papiers pour toutes et tous ! Pour une régularisation large et durable de tous ceux et toutes celles qui vivent, travaillent et agissent dans nos territoires, ouvrant un accès à l'emploi, aux droits sociaux et à un hébergement digne ! Réouverture des guichets d'accueil physiques dans les préfectures !

En France, de nombreux rassemblements auront lieu pour la journée internationale pour les droits des migrants à l'appel de la **Marche des Solidarités**, des collectifs de sans-papiers, d'associations, de syndicats et de partis politiques.

Notre pays s'appelle Solidarité!

A l'initiative des EGM 31



Premières signataires : Attac, Act Up Toulouse, La Cimade, CCFD Terre solidaire 31, DAL 31, Ligue des Droits de l'Homme Toulouse, Réseau Education Sans Frontières 31, Cercle des Voisins, Mouvement de la Paix 31, Réseau ALDA-Lesbiennes réfugiées, Secours-Catholique Ariège-Garonne, TEC 31 (Tous en classe), CGT 31, FSU 31, Solidaires 31, CNT 31...

Avec le soutien de : EELV Toulouse, France Insoumise 31, Gauche Ecosocialiste 31, GDS 31, NPA 31, Parti de Gauche 31, UCL 31...

Ne pas jeter sur la voie publique.